

**DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINTE-DENIS**

**Accord-cadre à bons de commandes pour les prestations de
contrôle du réseau public d'assainissement des eaux usées
dans le cadre des opérations de travaux neuf et de
réhabilitation sur le territoire de la CINOR**

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)
Appel d'offres**

Maître de l'ouvrage :

Communauté Intercommunale du NOrd de la Réunion
3, rue de la Solidarité – CS 61025 - 97495 Sainte Clotilde CEDEX
(Réunion – France)

ATTENTION : A compter du 1^{er} OCTOBRE 2018, Toutes les communications et tous les échanges d'informations (*retrait du DCE, demande d'obtention de renseignement complémentaire, remise des candidatures et des offres.....*) seront effectués via la plateforme de dématérialisation : <https://marches.cinor.fr>

Date limite de réception des offres : **13 AOÛT 2025 à 12 heures locales**

ARTICLE 1 - OBJET

La présente consultation est lancée pour un accord-cadre à bons de commande pour des prestations de tests d'étanchéités, tests à la fumée, d'hydrocurage, et d'inspections télévisées sur les réseaux publics d'assainissement des eaux usées de La CINOR.

ARTICLE 2 - CONDITIONS

2.1 - Etendue et mode de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres (articles R. 2161-1 à 2161-5 du code de la commande publique), accord-cadre à bon de commande multi-attributaire. Les marchés ont la forme de marchés à bons de commande multi-attributaires sans engagement. Chaque lot donne lieu à un marché à bons de commande sans engagement passé avec trois titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

L'émission des bons de commande intervient sans négociation, ni remise en concurrence préalable des titulaires. / Les titulaires se verront attribuer les bons de commande selon leur rang de classement et dans les conditions suivantes : Les bons de commande sont en priorité notifiés au titulaire de premier rang ; il en assure l'exécution dans les conditions prévues au marché. Les bons de commande sont notifiés au titulaire du rang suivant uniquement lorsque le titulaire qui le précède dans l'ordre de classement est considéré comme DÉFAILLANT. La défaillance peut être définitive ou temporaire.

La défaillance temporaire peut être constatée en cas de non-conformité de l'exécution des prestations aux stipulations du marché et/ou mauvaise exécution du marché, notamment s'agissant des engagements du titulaire relativement à la qualité du service et au respect des délais fixés à l'acte d'engagement.

La défaillance définitive pour mauvaise exécution du marché est constatée en cas d'indisponibilité récurrente d'un titulaire par rapport aux délais fixés dans l'acte d'engagement, en cas de non-conformité de l'exécution des prestations aux stipulations du marché et/ou mauvaise exécution du marché, en cas de non-respect répété des engagements du titulaire relatif à la qualité du service proposé. La défaillance définitive fera l'objet d'une mise en demeure où le titulaire sera appelé à s'expliquer sur les défaillances relevées. En cas de réponse non satisfaisante, la défaillance définitive sera actée par le Pouvoir Adjudicateur.

2.2 - Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte 2 lots :

- **Lot n°1 :** Prestations de contrôle du réseau public d'assainissement des eaux usées dans le cadre des opérations de travaux neuf et de réhabilitation sur la Commune de Saint-Denis ;
- **Lot n°2 :** Prestations de contrôle du réseau public d'assainissement des eaux usées dans le cadre des opérations de travaux neuf et de réhabilitation sur les Communes de Sainte Marie et de Sainte-Suzanne ;

Montant annuel maximum :

- **Lot 1 : 100 000,00 € HT**
- **Lot 2 : 100 000,00 € HT**

ATTENTION : LES OFFRES SUPERIEURES AUX MONTANTS MAXIMUM INDIQUES SERONT REJETEES.

2.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée. Seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante.

2.4 – Durée ou délai d'exécution

Cf. dispositions de l'avis d'appel public à concurrence et article 4 de l'acte d'engagement.

2.5 - Sous-traitance : Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées **aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique** et à **l'article L. 2193-3 du code de la commande publique** : **ATTENTION, LA SOUS-TRAITANCE EST INTERDITE POUR DE LA FOURNITURE, SAUF SI LE MARCHE COMPORTE DES PRESTATIONS DE SERVICES OU DES TRAVAUX DE POSE OU D'INSTALLATION**

2.6 – Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)

- 1) Le formulaire DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration capacités)
- 2) Le présent règlement de consultation ;
- 3) L'acte d'engagement AE (un acte d'engagement par lot est remis) ;
- 4) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun pour les 2 lots ;
- 5) Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) pour chaque lot, à compléter sans modification
- 6) Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) pour chaque lot, à compléter sans modification (non contractuel)

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les soumissionnaires produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

Les dossiers transmis par les candidats comportent une enveloppe contenant les renseignements relatifs à leur candidature (les pièces sont énumérées au **3-1 ci-dessous**), ainsi que les pièces relatives à l'offre (les pièces sont énumérées au **3-2 ci-après**).

3.1 LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENDRA LES PIECES SUIVANTES :

Pièces de candidature réclamées :

A) Lettre de candidature (**formulaire DC1**) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

B) Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (**ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique**), OU récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent

III.1.2) Capacité économique et financière

C) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : attestations d'assurances pour risques professionnels ou garanties bancaires ou bilans prévisionnels...).

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

D) Déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années,

E) Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

F) présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

G) Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprises, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.

NB : Critères objectifs de participation : Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que de la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (Notamment, il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre les moyens (financiers, humains, matériels) du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des charges)

NB : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

NB En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

Nb : l'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à **l'article R. 2143-4 et les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique** :

IMPORTANT

1/ Conformément à l'**article 2143-4 du code de la commande publique**, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

2/ Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, **justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession** ...) à condition :

- **Soit** que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR.

- **Ou Soit** que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables)

3.2 LE DOSSIER RELATIF A L'OFFRE DU CANDIDAT CONTIENDRA :

- a) L'acte d'engagement complété (Si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.
- b) Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) par lot, à compléter sans modification.
- c) Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) par lot, à compléter sans modification (non contractuel)
- d) Le Mémoire Technique particulier de l'opérateur économique. Il comprend 3 chapitres distincts :
 - Un chapitre décrivant les techniques et matériels spécifiques qui seront mis en place dans le cadre de la réalisation des prestations demandées (type de caméra et accessoires, matériel pour les essais d'étanchéité, matériel pour les tests à la fumée, matériel de signalisation, équipement divers) ;
 - Un chapitre décrivant la méthodologie des interventions :
 - Délai pour la confirmation de la bonne réception d'une demande d'intervention et de la transmission du devis nécessaire à la préparation du bon de commande,
 - Délai d'intervention à compter de la réception de la commande ou de l'obtention des autorisations nécessaires,
 - Délai et mode de transmission des rapports de contrôle d'une commande,
 - Méthode envisagée pour faciliter la lecture et la compréhension des rapports.
 - Un chapitre montrant un modèle de rapport, pour les trois types de tests : inspection télévisée, tests d'étanchéité, test à la fumée, sur les différents postes prévus au marché ;
 - Un chapitre décrivant les mesures environnementales proposées pour :
 - Limiter l'impact des interventions sur la ressource en eau pour les tests d'étanchéité à l'eau,
 - Limiter les risques de débordement d'eaux usées et d'émanations d'odeurs,

- Limiter les émanations de gaz à effet de serre que peut générer les interventions,
- Favoriser la sobriété numérique dans les rendus dématérialisés (supports, poids des fichiers, mode de transmission, de lecture, etc...)

Le candidat n'a pas l'obligation de remettre dans son offre le cahier des clauses particulière (CCP). Ce document est en effet réputé être acceptée sans réserve ni modifications par le soumissionnaire, dès lors qu'il a remis l'acte d'engagement. Cette pièce fera partie intégrante du marché.

Les documents remis par le maître d'ouvrage, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).

La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

NB 1 : Si un mémoire technique est réclamé ci-avant, le mémoire est contractuel dans son ensemble

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES

Chaque offre du candidat se verra attribuée une note pour les critères suivants :

Critères	Pourcentage
1	Le prix des prestations : 40 %
2	La valeur technique de l'offre, jugée les éléments du mémoire technique : 40 %
3	La valeur environnementale de l'offre, jugée les éléments du mémoire technique : 20 %

1/ Le prix des prestations sera noté entre 0 et 20. La méthode de calcul retenue sera directement proportionnelle aux prix des offres des candidats, selon la formule suivante :

- P_c = prix des prestations de l'offre du candidat (montant du devis type) ;
- mP = prix des prestations de l'offre du candidat le moins disant ;
- NP = note du candidat, avec $NP = (mP/P_c) \times 20$

2/ La Note Valeur Technique NVT sera jugée et notée sur 20 sur la base des éléments du mémoire technique de l'offre avec les seuils indicatifs suivants pour chacun des chapitres :

Chapitres	Sous-critères du mémoire technique du candidat	Note maxi
A	Analyse des techniques et matériels spécifiques qui seront mis en place dans le cadre de la réalisation des prestations demandées (type de caméra et accessoires, matériel pour les essais d'étanchéité, matériel pour les tests à la fumée, matériel de signalisation, équipement divers).	6
B	Appréciation, <ul style="list-style-type: none"> • Du délai pour la confirmation de la bonne réception d'une demande d'intervention et de la transmission du devis nécessaire à la préparation du bon de commande - noté sur 2 points, • Du délai d'intervention à compter de la réception de la commande ou de l'obtention des autorisations nécessaires - noté sur 2 points, • Du délai et du mode de transmission des rapports de contrôle d'une commande - noté sur 2 points, • De la méthode envisagée pour faciliter la lecture et la compréhension des rapports - noté sur 2 points, 	8

C	Evaluation du modèle de rapport proposé, pour les trois types de tests : inspection télévisée, tests d'étanchéité, test à la fumée, sur les différents postes prévus au marché.	6
NOTE VT GLOBALE sur 20		20

3/ La Note environnementale NE sera jugée et notée sur 20 sur la base des éléments du mémoire technique de l'offre contenu dans le chapitre :

Chapitre	Sous-critères de la valeur environnementale	Note maxi
A	<p>Analyse des mesures environnementales proposées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limiter l'impact des interventions sur la ressource en eau pour les tests d'étanchéité à l'eau - <i>noté sur 6 points</i>, • Limiter les risques de débordement d'eaux usées et d'émanations d'odeurs - <i>noté sur 4 points</i>, • Limiter les émanations de gaz à effet de serre que peuvent générer les interventions - <i>noté sur 4 points</i>, • Favoriser la sobriété numérique dans les rendus dématérialisés (supports, poids des fichiers, mode de transmission, de lecture, etc...) - <i>noté sur 6 points</i>. 	20

La note finale de chaque candidat, correspondra alors à la somme pondérée des critères énoncés ci-dessus, selon la formule suivante :

Note Finale : $NF = (0,4 \times NP) + (0,4 \times NVT) + (0,2 \times NE)$

NB 1 : Pour le marché (ou chaque lot si le marché est alloti) et dans le cas où la valeur technique (ou la performance en matière de performance environnementale) est un critère de jugement des offres, un sous critère de la valeur technique (ou de la performance en matière de performance environnementale) non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivalra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance en matière de protection de l'environnement (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

NB 2 : Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, + 1 euro à chacune des offres comparées (et donc +1 au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix)

NB 3 : Dans le cas où un lot ou marché est ouvert à variante(s), les candidats sont informés que la Personne publique analysera, si la condition précitée est réunie, toutes les offres (de base et en variante) entre elles au regard des mêmes critères de jugement des offres énoncés dans le présent document, et établira un classement unique des offres (intégrant les offres de base et les offres en variante). L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera classée 1^{ère} et déclarée attributaire.

NB 4 REGLES DE CORRECTION EN CAS D'ERREUR CONSTATEE :

Si les prestations sont à prix forfaitaire, la disposition suivante s'applique : Le **montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation** et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre. S'il est demandé aux candidats de fournir une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de

report, la DPGF sera modifiée en conséquence. En cas de refus de corrections des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Si les prestations sont à prix unitaire, la disposition suivante s'applique : en cas de discordance ou d'erreurs de prix constatées dans l'offre du candidat, **les prix unitaires sont réputés intangibles et les indications portées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) prévaudront**. Le(s) montant(s) total(aux) indiqué(s) éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. La Collectivité pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence. S'il est demandé aux candidats de remettre un détail quantitatif estimatif dans leur offre, **les candidats devront répondre sur les quantités qui figurent au détail quantitatif estimatif sans modifier les quantités sous peine de voir cette offre déclarée irrégulière** : toutefois, par dérogation à cette sanction de principe, dans le cas où la modification d'une ou plusieurs quantités résulterait manifestement d'une erreur purement matérielle (par exemple : erreur matérielle dans le report ou dans la retranscription de la bonne quantité sur le DQE remis par le candidat, le candidat ayant par exemple travaillé le DQE sur son propre fichier informatique en omettant par erreur de reprendre la bonne quantité fournie initialement), le pouvoir adjudicateur pourra demandé au(x) candidat(s) concerné(s) **de confirmer les prix unitaires du BPU réputés intangibles**, en appliquant à ces prix les bonnes quantités du DQE soumises initialement à la consultation. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour irrégularité.

Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, La seule exception qui sera admise au caractère intangible du prix unitaire (si le marché est à prix unitaire) ou du montant total général (si le marché est à prix global et forfaitaire) est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'Etat (N°349149, du 21 septembre 2011) où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue ».

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 3 du présent règlement **au plus tard avant la date et heure indiquées en page 1 du cahier des chanos**. Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française et l'offre formulée en euros.

Pour la remise des candidatures et des offres par les candidats : Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises uniquement par voie électronique :

- sur le site www.cinor.re, Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation),

- **ou sur le lien direct** : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question)

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> Rubrique : Aide

Important : pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation

Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

IMPORTANT : Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut parallèlement transmettre, **à titre de copie de sauvegarde**, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc...) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- « le titre du marché concerné »
- « copie de sauvegarde ».

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention : La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique conformément aux dispositions du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022

IMPORTANT : CONCERNANT LA SIGNATURE DU DC1 OU DE L'ACTE D'ENGAGEMENT (qui n'est plus obligatoire au stade du dépôt de l'offre)

Afin de simplifier le dépôt des offres, le code de la commande publique, ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer la candidature et l'offre présentée.

Le candidat peut signer le DC1 et l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite. **En tout état de cause, la signature du DC1 et de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire.**

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 sur la signature électronique et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :

1° L'identité du signataire ;

2° L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 (à savoir être conforme au règlement « Eidas » imposé par la réglementation européenne)

3° Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 (Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015).

4° Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (**ATTENTION AU DELAI DE VALIDITE du certificat délivré habituellement pour une année**)

5° L'intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas dans le délai imparti par la personne publique d'un certificat de signature électronique valide pour signer l'acte d'engagement, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier (une fois l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant obligatoirement la signature électronique, les dispositions du précédent alinéa ne s'appliqueront plus, et l'absence de remise de l'acte d'engagement signé conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre)

En tout état de cause, l'absence de remise du DC1 signé et de l'offre signée électroniquement (ou à défaut de manière manuscrite par voie papier jusqu'à l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant la signature électronique), dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

De même l'absence de remise de tous les documents et justificatifs demandés à l'article 8 du RC, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres une demande **par voie électronique sur le site internet : <https://marches.cinor.fr>**, et ce en suivant les instructions ci-après :

1/ Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « accéder à la consultation »

2/ Onglet **Question** – Puis **Poser une question**

3/ Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**

4/ **Envoyer**

Le diagramme illustre le processus de pose d'une question sur le site marches.cinor.fr. Il se compose de quatre étapes principales :

- Clic sur Questions** : Sélectionner l'onglet "Question" dans le menu de navigation (Publicité / Téléchargement, Question, Dépôt, Messagerie sécurisée).
- Poser une Question** : Cliquer sur le bouton "Poser une question" dans la section "Liste des questions posées".
- Rédiger la question Ou/ Et joindre un fichier** : Remplir le champ "Question (250 caractères max.)" et cliquer sur "Parcourir..." pour joindre un fichier. Le symbole * indique les champs obligatoires.
- Envoyer** : Cliquer sur le bouton "Envoyer" pour soumettre la question.

Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7 - DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS

La date et heure limites de réception des candidatures et des offres sont celles fixées en page 1 du règlement de consultation.

Les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus, sauf dans l'hypothèse où l'acheteur public dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais .

ARTICLE 8 - PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT :

-**Articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique** : Il est précisé qu'il ne pourra être exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnées à l'**articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique**.

- le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (ATTENTION : une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant, comme par exemple les statuts ou mandat...)

- En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'AAPC ou le présent RC au stade de l'attribution, le groupement devra revêtir cette forme

L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également)

- En cas de prestations soumises à autorisation (ou habilitation préfectorale ou équivalent) : fournir la preuve de l'agrément habilitant l'attributaire, et notamment :

L'attributaire devra justifier de la compétence technique nécessaire à la réalisation d'inspections télévisuelles des réseaux d'assainissement conformément à la norme NF EN 135082. À ce titre, il devra être accrédité selon la norme ISO/IEC 17020 par le COFRAC, ou par tout autre organisme d'accréditation signataire des accords de reconnaissance multilatérale de l'ILAC/EA. Cette exigence est liée à la nécessité d'obtenir des résultats traçables, opposables et conformes aux prescriptions du Code général des collectivités territoriales (L.22248) et aux normes techniques en vigueur.

La preuve de cette accréditation sera à fournir avant signature du contrat par l'attributaire du marché.